

Marche pour le Climat

Des dizaines de marches et rassemblements sont organisées par des collectifs pour défendre le climat, qui a notamment rassemblé 70 000 personnes à Bruxelles. Une initiative lancée cet automne par des collectifs décidés à manifester tous les mois, et qui dépasse les frontières. En Europe, aux États-Unis, des citoyens promettent « un printemps climatique » jalonné de grèves et de manifestations, voire de « rébellion ».

« Rassemblements, sit-in, flash-mobs... Plusieurs dizaines de mobilisations en faveur du climat sont organisées aujourd'hui partout en France. Des rendez-vous organisés par des collectifs apparus cet automne et décidés à manifester chaque mois.

Comment contraindre les États à agir vraiment contre un réchauffement planétaire galopant ? En Europe, aux États-Unis, des citoyens promettent "un printemps climatique" jalonné de grèves et de manifestations, voire de "rébellion".

En France, une centaine de marches et rassemblements sont organisés ce week-end par des collectifs apparus cet automne et décidés à manifester chaque mois. À Renens, ils étaient 1 500 à se mobiliser, contre 300 à Concarneau ou 400 à Quimper.

À Lyon, 5 000 personnes se sont donné la main dimanche pour encercler la presqu'île à l'hyper-centre de Lyon pour crier l'urgence climatique et demander une meilleure qualité de l'air localement. À Grenoble, ville dirigée par l'écologiste Éric Piolle, ils étaient 2 000.

En décembre, en pleine agitation sociale des Gilets jaunes, le défilé parisien avait réuni 20 000 personnes, malgré un appel à l'annuler lancé par leur héraut, l'ancien ministre de l'Écologie Nicolas Hulot. Des dizaines de milliers d'autres personnes s'étaient mobilisées ailleurs en France.

"On est une force citoyenne, le mouvement est très déterminé", dit l'un des porte-parole, Yacine Aït Kaci, 45 ans, artiste multimédia. "On ne voit aucune bonne nouvelle, les mesures nécessaires ne sont pas prises, les chefs d'État ne se sont même pas déplacés à la COP24..."

Descendre dans la rue

Le réchauffement entre dans une phase clé, avec à l'horizon proche un seuil de + 1,5 °C porteur de grands bouleversements. Et dans le même temps, les émissions de gaz à effet de serre repartent à la hausse. Alors quels moyens d'action ? Les poursuites judiciaires et la rue ! répondent nombre d'ONG. La pétition appelant à un recours contre l'État français a recueilli en un mois 2,1 millions de signatures.

"Le collectif Citoyens pour le climat voit arriver des personnes nouvelles, aux profils pas du tout militants, des familles...", poursuit Yacine Aït Kaci. Des groupes se sont constitués dans 100 villes "pour préparer ce printemps climatique".

Mais cette pression peut-elle suffire ? La transition écologique ne se fera que si le débat se démocratise, soulignent des experts en France, où les revendications sociales des "Gilets jaunes" ont relégué le sujet à l'arrière-plan.

"Les revendications des Gilets jaunes sont légitimes, celles des Gilets verts aussi, mais si on sépare les sujets, on ne peut prendre les bonnes décisions !", estime Romain Slitine, prof à Sciences Po Paris, pour qui il faut "de nouvelles formes de démocratie", "des assemblées citoyennes permettant de dialoguer, gérer la complexité, les contradictions apparentes et avancer".

Au-delà des frontières

Des actions sont prévues ailleurs, en Suisse, en Australie, à Berlin. Environ 70 000 personnes ont défilé dimanche à Bruxelles pour la Marche européenne pour le Climat, selon le décompte de la police locale, deux jours après le succès d'un rassemblement similaire à l'initiative de la jeunesse belge.

Le cortège, familial, rassemblant tous les âges au son d'une fanfare, a traversé la ville depuis la gare du Nord jusqu'au Parlement européen. Les participants sont venus de tout le pays malgré une météo froide et pluvieuse. Le service des trains avait été doublé en prévision d'une forte participation, selon l'agence de presse Belga.

Sous la pression de la foule, le cortège s'est mis en route une demi-heure plus tôt que prévu. Cri de ralliement des manifestants, devenu familier des rues bruxelloises : "On est plus chaud que le climat !".

En Grande-Bretagne, une tout autre approche monte depuis six mois : le mouvement "*Extinction rebellion*", avocat de la désobéissance civile non-violente.

Cinq ponts se sont trouvés bloqués en octobre à Londres, où des activistes se sont collés à des grilles d'administrations. Plusieurs ont été interpellés : cela fait partie de la stratégie de "XR", portée notamment par des universitaires prenant pour modèle la lutte pour les droits civiques américains.

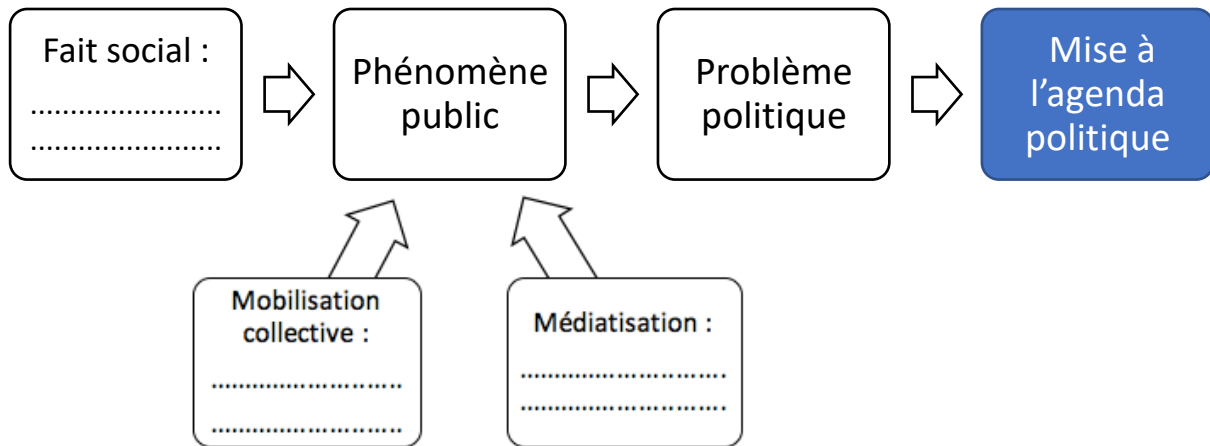
Un autre rendez-vous est prévu les 15 et 16 mars, dans le sillage d'un appel à une grève internationale des lycéens lancé par la jeune Suédoise Greta Thunberg. Et, mi-avril est prévue une "semaine internationale de la rébellion". Objectif du mouvement, qui se dit présent dans 35 pays : *essaïmer*. »

Source : *Ouest France*, 27 janvier 2019.

<https://www.ouest-france.fr/environnement/climat/marche-pour-le-climat-des-dizaines-de-milliers-de-personnes-manifestent-en-europe-6198092>

Exploitation pédagogique

1. Pourquoi une « Marche pour le Climat » est-elle organisée ?
2. Quelles sont les nouvelles formes que prend la mobilisation collective ? Pourquoi ?
3. Pourquoi « les revendications sociales des Gilets jaunes ont relégué le sujet [de la lutte contre le réchauffement climatique] à l'arrière-plan » ?
4. Pourquoi peut-on parler de « mobilisation collective » ?
5. Complétez le schéma ci-dessous, qui montre les étapes de la mise à l'agenda politique, en donnant des exemples relatifs à la lutte contre le réchauffement climatique.

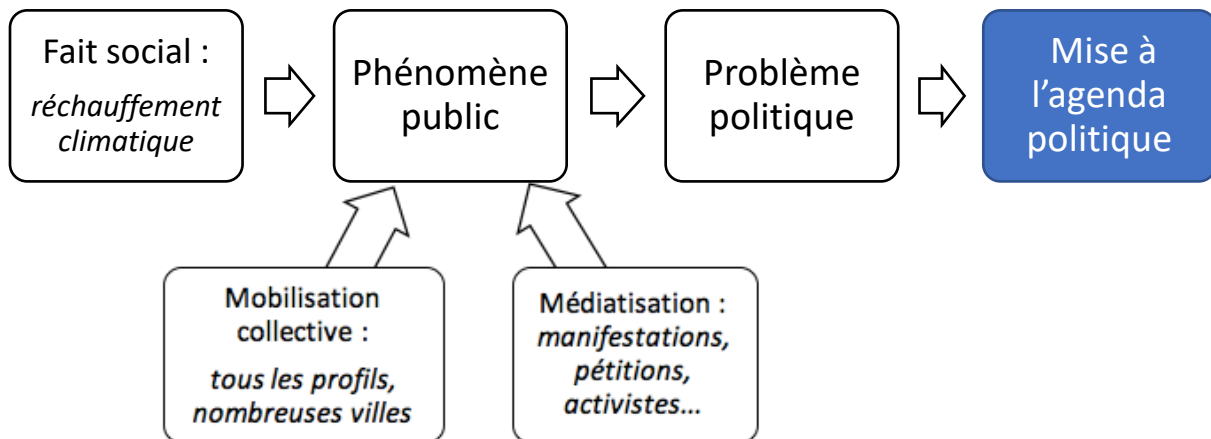


6. Prenez un autre exemple tiré de l'actualité, pour montrer le passage d'un phénomène social à un problème public.

Corrigé

1. Une Marche pour le Climat est organisée afin de contraindre les États à agir contre le réchauffement de la planète, pour « défendre le climat ».
2. La mobilisation passe par de nouvelles formes de rassemblement (sit-in, flash-mob), de la désobéissance civile (activistes collés à des grilles d'administration), une mobilisation des lycéens, mais également des poursuites judiciaires, avec une pétition appelant à un recours contre l'État français. Cela assure une médiatisation du mouvement et des revendications qu'il porte, afin de faire pression sur les gouvernements.
3. Il y a une profusion de problèmes publics, mais tous ne sont pas rendus visibles. Ainsi, la médiatisation d'un fait social se fait parfois au détriment d'un autre. La lutte contre le réchauffement climatique, qui a fait l'objet d'une médiatisation forte par exemple au moment de la démission de Nicolas Hulot, a été mise de côté par la mobilisation collective des Gilets jaunes.
4. On peut parler de « mobilisation collective » car des individus de différents profils sociodémographiques se mobilisent : familles, lycéens, militants écologistes... Cette mobilisation est également présente dans de nombreuses villes, et dans plusieurs pays du monde, notamment en Europe.

5.



6. Nous pouvons prendre l'exemple des Gilets jaunes. L'un des faits sociaux à l'origine du mouvement est la stagnation du pouvoir d'achat. La mobilisation collective est alors passée par le blocage de ronds-points, des manifestations, etc. La médiatisation a été forte du fait du symbole des Gilets jaunes, ainsi que des violences qui ont eu lieu. Cela a contribué à transformer le phénomène social en un problème public, puisque les élus se sont saisis du sujet. Ils l'ont mis à l'agenda politique en prenant des mesures politiques comme l'augmentation de la prime d'activité ou l'annulation d'une partie de la hausse de la CSG. Les pouvoirs publics ont donc bien traité ce fait social du pouvoir d'achat suite à sa transformation en problème politique, du fait de la mobilisation d'acteurs divers.